



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/746/Add.1
29 mars 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

Cinquante-deuxième session
Point 114 de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU FONCTIONNEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie)

Rapporteur : M. Djamel MOKTEFI (Algérie)

I. INTRODUCTION

1. Les recommandations précédentes de la Cinquième Commission à l'Assemblée générale, au titre du point 114 de l'ordre du jour, sont consignées dans le rapport de la Commission, qui figure dans le document A/52/746.
2. La Cinquième Commission a repris l'examen de la question aux 47e à 50e, 53e, 56e, 58e et 59e séances, du 9 au 12, le 19, le 23, le 26 et le 27 mars 1998. Les déclarations et les observations qui ont été faites lors de la reprise de l'examen de la question sont consignées dans les comptes rendus analytiques pertinents (A/C.5/52/SR.47 à 50, 53, 56, 58 et 59).
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Quatrième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la réforme des achats (A/52/7/Add.3);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur le projet de Code de conduite des Nations Unies (A/52/488);
 - c) Rapport du Secrétaire général sur la réforme des achats (A/52/534 et Corr.1);
 - d) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen des pratiques des organismes des Nations Unies en matière d'externalisation (A/51/804);

e) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen du programme et des pratiques administratives du secrétariat du Centre du commerce international CNUCED/OMC (A/51/933);

f) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Le problème de l'externalisation en tant qu'impératif de compétitivité pour les organismes des Nations Unies" (A/52/338);

g) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'enquête menée sur un conflit d'intérêts présumé au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat) (A/52/339) et observations du Corps commun d'inspection s'y rapportant (A/52/339/Add.1);

h) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'audit des commissions régionales (A/52/776);

i) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de la gestion du programme de la Division de la prévention et du crime et de la justice pénale (A/52/777);

j) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de la mise en oeuvre de la réforme des achats (A/52/813).

II. EXAMEN DES PROPOSITIONS

A. Projet de décision proposé par le Président

4. À la 58e séance, le 26 mars, le Président de la Commission a rappelé à celle-ci la décision qu'elle avait prise d'examiner le rapport du Secrétaire général sur la question du projet de Code de conduite des Nations Unies (A/52/488) au titre des points 114, 153 et 157 de l'ordre du jour.

5. À la même séance, le Président a proposé un projet de décision intitulé "Projet de Code de conduite des Nations Unies" que la Commission a adoptée sans vote (voir par. 10, projet de décision).

B. Projet de résolution A/C.5/52/L.31

6. À la 59e séance, le 27 mars, le représentant de l'Australie, au nom du Président, a présenté à l'issue de consultations officieuses un projet de résolution intitulé "Réforme des achats et externalisation" (A/C.5/52/L.31).

7. À la même séance, la Commission a adopté sans vote le projet de résolution A/C.5/52/L.31 (voir par. 9).

8. Après l'adoption de la résolution, les représentants de l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine), de la République arabe syrienne, de la Fédération de

Russie, de la Turquie, de l'Ouganda, du Pakistan, du Canada et de l'Inde ont expliqué leur position.

III. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIÈME COMMISSION

9. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Réforme des achats et externalisation

A

L'Assemblée générale,

Réaffirmant ses résolutions 49/216 C du 23 décembre 1994, 51/231 du 13 juin 1997, 51/243 du 15 septembre 1997 et 52/220 du 22 décembre 1997,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la réforme des achats¹ et le rapport y relatif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires²,

Ayant également examiné la note du Secrétaire général lui transmettant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de la mise en oeuvre de la réforme des achats³,

1. Demande au Secrétaire général de veiller à l'application rigoureuse du règlement et des règles régissant la passation des marchés;

2. Note avec préoccupation que sa résolution 51/231 du 13 juin 1997 et un certain nombre de recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts de haut niveau en matière d'achats restent dans une large mesure lettre morte et demande donc au Secrétaire général de veiller à ce qu'elles soient intégralement appliquées sans plus attendre;

3. Note que la version révisée du manuel de passation des marchés n'a pas été publiée et prie le Secrétaire général de publier le manuel le 31 mars 1998 au plus tard, comme indiqué dans son rapport;

4. Note également en outre le retard enregistré dans la présentation de propositions tendant à apporter au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies les révisions éventuellement nécessaires pour faciliter l'application des mesures de réforme des achats, et prie le Secrétaire général de lui présenter des propositions à cet effet, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et

¹ A/52/534 et Corr.1.

² A/52/7/Add.3.

³ A/52/813.

budgétaires, pour examen au cours de la seconde partie de la reprise de sa cinquante-deuxième session;

5. Prie le Secrétaire général de mettre au point et de présenter, dans le cadre de son prochain rapport sur la réforme des achats, en tenant compte de la durée optimale du processus de prise de décisions en matière d'achats, de la charge de travail totale de la Division des achats et du rapport coût-efficacité de la fonction achats, des normes de productivité qui permettent d'évaluer les résultats obtenus;

6. Prend note de la diminution du nombre de dossiers présentés à posteriori et souligne la nécessité de la réduire encore en améliorant la planification des achats;

7. Prie le Secrétaire général de veiller à ce que tous les départements et bureaux du Siège et des lieux d'affectation hors Siège établissent, en collaboration avec la Division des achats, des programmes d'achat annuels qui devraient être accessibles à tous les intéressés;

8. Insiste sur la nécessité de définir plus précisément ce qui constitue les résultats du service et demande au Secrétaire général de lui présenter ses propositions à ce sujet, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et au plus tard le 31 mars 1998, comme le Secrétaire général l'a prévu dans son rapport;

9. Prie le Secrétaire général d'envisager des mesures visant à améliorer les méthodes de travail du Comité des marchés du Siège afin de renforcer et d'accélérer la prise de décisions dans le domaine des achats;

10. Regrette que le rapport du Secrétaire général ne donne aucun renseignement sur les mesures adoptées concernant l'élaboration de directives relatives aux modalités d'appels d'offres recommandée par le Comité des commissaires aux comptes dans la partie relative aux achats de son rapport pour l'exercice terminé le 31 décembre 1995⁴, et prie le Secrétaire général de lui présenter de telles directives par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, pour examen à la seconde partie de la reprise de sa cinquante-deuxième session;

11. Regrette également que les informations demandées aux paragraphes 18 et 37 de sa résolution 51/231 ne figurent pas dans le rapport du Secrétaire général et insiste sur la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour appliquer intégralement ladite résolution;

12. Regrette en outre qu'en dépit des efforts initiaux du Secrétaire général, le fichier des fournisseurs ne soit toujours pas représentatif de la composition de l'Organisation et prie le Secrétaire général d'intensifier ses efforts, en s'attachant à élargir la base géographique du fichier;

⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 5 (A/51/5), vol. I.

13. Prie le Secrétaire général de prendre toutes mesures susceptibles d'accroître les achats dans les pays en développement et les pays en transition, en prenant notamment les dispositions suivantes :

a) Tous les avis d'appels d'offres devraient être affichés sur la page d'accueil du site Web de la Division des achats dès qu'ils ont été établis, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies;

b) Tous les avis d'appels d'offres devraient être communiqués aux missions permanentes, ainsi qu'à tous les centres d'information des Nations Unies et aux autres bureaux des Nations Unies;

c) Les fonctionnaires de la Division des achats pourront se rendre dans des pays en développement et des pays en transition pour participer à des séminaires et à des expositions, afin de recenser des fournisseurs potentiels dans ces pays;

d) Toutes les possibilités commerciales devraient paraître dans la publication Development Business du Département de l'information;

14. Prie également le Secrétaire général d'examiner les moyens de multiplier les possibilités de confier des marchés aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux pays d'Afrique et aux pays en transition, en tenant compte de l'expérience du traitement préférentiel dans ce domaine acquise par les fonds et programmes, et de lui faire rapport sur la question à sa cinquante-troisième session;

15. Prie en outre le Secrétaire général d'envisager la possibilité de confier, à qualifications égales, des marchés à des fournisseurs des pays qui sont à jour dans le règlement de leurs quotes-parts, en tenant compte de l'exemple d'autres institutions intergouvernementales ayant recours à des pratiques de ce type, et de lui faire rapport sur la question à sa cinquante-troisième session;

16. Prie le Secrétaire général de mettre en place une procédure standard pour l'établissement de rapports d'évaluation des prestations des fournisseurs, comme elle l'a demandé au paragraphe 15 de sa résolution 51/231;

17. Réaffirme qu'elle juge inquiétant l'appel à des fournisseurs recommandés par les demandeurs et, notant que cette pratique nuit au principe de la séparation des attributions entre le service demandant les fournitures et le service chargé des achats, prie le Secrétaire général d'y mettre fin;

18. Prie le Secrétaire général de réviser les alinéas f) et g) de la Règle de gestion financière 110.19 de l'Organisation des Nations Unies, à l'effet d'inclure les services spécialisés, les médicaments, les fournitures médicales, les fournitures d'hôpital ou de chirurgie et les appareils de prothèse dans la liste des fournisseurs devant faire l'objet d'un appel d'offres ouvert;

19. Souligne que les achats de biens et de services pour les missions opérationnelles pourraient être effectués en faisant appel à la concurrence aux niveaux local ou régional;

20. Prend note des progrès accomplis dans la formation du personnel et prie le Secrétaire général de poursuivre la mise au point d'un programme officiel de formation pour les fonctionnaires chargés des achats;

21. Réaffirme sa décision tendant à ce que toutes les fonctions touchant les achats ne soient confiées qu'à des fonctionnaires des Nations Unies et prie le Secrétaire général de mettre progressivement fin, sans tarder et au plus tard le 31 juillet 1998, aux engagements de personnel fourni à titre gracieux à la Division des achats;

22. Prie le Secrétaire général de revoir la structure organisationnelle de la Division des achats en vue de garantir une gestion rationnelle et efficace, en tenant compte de la mise en oeuvre des réformes des achats, notamment des recommandations formulées dans les rapports qui lui ont été présentés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires², le Comité des commissaires aux comptes⁴ et le Bureau des services de contrôle interne³ ainsi que du rapport y relatif du Comité consultatif;

23. Insiste sur la nécessité de tenir les comptes d'inventaire conformément au règlement et aux règles en vigueur;

24. Prie le Secrétaire général de confier au Bureau des services de contrôle interne la réalisation d'une étude et d'une analyse approfondies des actions en matière d'achat soumises à arbitrage et de lui présenter un rapport sur les mesures à prendre à sa cinquante-troisième session ordinaire;

25. Prie également le Secrétaire général de définir et de publier les procédures régissant le rôle du médiateur et d'étudier la possibilité de rattacher ce poste à une division ne relevant pas directement du Sous-Secrétaire général aux services d'appui centraux;

26. Déplore le retard que continue de prendre la publication du manuel de passation des marchés et note avec préoccupation qu'il ne semble pas y avoir de communication efficace entre les principaux départements du Secrétariat participant à son élaboration;

27. Prie le Secrétaire général d'étudier différentes méthodes de collecte des données statistiques qui permettraient de déterminer plus clairement la véritable origine nationale des sociétés bénéficiaires des marchés;

28. Prie également le Secrétaire général de présenter des propositions concernant les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux Statut et Règlement du personnel pour régler les questions liées au risque de conflits d'intérêts, telle celle de l'emploi par des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies d'anciens fonctionnaires chargés des achats à l'Organisation et vice versa;

29. Prie en outre le Secrétaire général de lui rendre compte à la première partie de sa cinquante-troisième session de l'application de toutes les dispositions de la présente résolution.

B

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "L'externalisation en tant qu'impératif de compétitivité pour les organismes des Nations Unies"⁵ et le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen de l'application de la réforme des achats⁶,

1. Se félicite que le Bureau des services de contrôle interne et le Corps commun d'inspection continuent de coordonner leurs efforts pour améliorer et rationaliser le recours à l'externalisation à l'Organisation des Nations Unies et dans les autres organismes du système des Nations Unies;

2. Prie le Secrétaire général de lui présenter, pour examen durant la première partie de sa cinquante-troisième session, un rapport approfondi sur les pratiques en matière d'externalisation, en tenant dûment compte des rapports du Corps commun d'inspection⁵ et du Bureau des services de contrôle interne⁶.

* * *

Réforme des achats et externalisation

10. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

Projet de Code de conduite des Nations Unies

L'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur le projet de Code de conduite des Nations Unies⁷, et tenant compte des vues exprimées par les États Membres,

a) Invite la Commission de la fonction publique internationale à examiner en priorité le projet de Code de conduite à sa prochaine session;

b) Prie la Cinquième Commission, à la lumière des observations que fera la Commission de la fonction publique internationale, de revenir sur la question du projet de Code de conduite des Nations Unies durant la reprise de sa cinquante-deuxième session, en vue de prendre une décision à ce sujet.

⁵ A/52/338.

⁶ A/52/813.

⁷ A/52/488.